Algérie : Sans pétrole, comment acheter la paix sociale ?

12/12/2014 à 6h00

"La fin de l'année est en train de se présenter sous forme d'une série d'interrogations lancinantes, d'inquiétudes sur l'évolution des événements", [***constate le quotidien algérien El-Watan.***](#) ***"Pas seulement au sujet des cours du pétrole dont la chute brutale est le cauchemar permanent en Algérie depuis plusieurs décennies : aucun chantier politique, économique ou culturel n'est près d'être achevé"***.



Le 28 novembre, une [manifestation a dégénéré](#) en affrontements avec les forces de l'ordre, faisant au moins trois morts et des dizaines de blessés près de Touggourt. *"Le pays est à nouveau gagné par les émeutes et les manifestations de rue"*, [écrivait *Algérie-Focus*](#).

> ***Si, "Pour apaiser les esprits, le wali [gouverneur] a tout de suite annoncé que les victimes bénéficieraient de logements sociaux", ajoute El-Watan dans un autre article, il ne fait pas de doute que le danger guette le pays. "Les autorités, dos au mur, tentent encore et toujours d'acheter la paix sociale", mais au vu de la colère grandissante de la population et de la chute effrénée des cours du pétrole, la question se pose : jusqu'à quand le pourront-elles ?***

"*Le domaine politique reste le lieu de prédilection où s'exerce la violence d'un système qui a remplacé dans son programme le mot démocratie par «survie». L'opinion publique est catastrophée de voir le chef d'un parti historique, qui avait mené la guerre contre le colonialisme, réduit aujourd'hui à lancer de viles attaques contre les partisans de la démocratie et de la liberté de la presse. […]*

Des managers et des opérateurs économiques que nous envient les grandes puissances du monde sont en train de faire leur percée à l'étranger après avoir été copieusement servis, intra muros, par la vindicte de notre administration.

Alors que le pouvoir actuel s'était rendu célèbre, à son installation en 1999, en dénonçant l'interruption du processus électoral de 1992, assimilée à la «première violence» qui aurait engendré celle des islamistes, il est à craindre, si le refus de toute ouverture politique demeure, que la fin de règne soit lourde de violences aux conséquences imprévisibles."

Courrier International

(Merci à Erwinn)